

Alimentons 2012,

étendre la proximité pour alimenter la démocratie

« Chez nous » est toujours un lieu imaginaire »

Alberto Manguel, la Cité des mots, actes Sud, ed 2009

Depuis que nous avons initié les différentes campagnes « alimentons », pour que l'accès à une alimentation saine et diversifiée pour tous soit une priorité politique, nous avons toujours insisté, quel que soit le contexte électoral (élections européennes, régionales, présidentielle et législatives), sur l'importance de l'engagement local. Or l'engagement local ne va pas de soi.

Brouillant les marqueurs idéologiques nationaux, l'engagement local est suspect de dispersion. Les nostalgiques du « grand soir » lui reprochent de ne pas s'attaquer au grand capital, les jacobins de faire le jeu des particularismes communautaires, les élites mondialisées de faire preuve d'égoïsme et de faire le jeu de tous les « populismes », parce qu'il est sous-entendu que plus on se rapproche des hommes, plus on n'a qu'une vue partielle des enjeux.

où se pense le politique ?

Refuser de dissocier la parole nationale, européenne et internationale de l'engagement local, c'est au contraire refuser de considérer le local comme un support géographique sans relief où l'on applique indifféremment une politique nationale. Appréhender le local comme le lieu où se pense le politique dans des mises en œuvre qui se confrontent à la géographie et l'histoire d'un territoire, quelle que soit d'ailleurs l'étendue du « local » concerné. Au jeu de la rencontre, l'on se sent parfois plus proche d'un « étranger » que d'un voisin. La proximité est moins une affaire de distance géographique que de construction d'un dialogue avec l'autre, d'autant nécessaire sur les sujets qui engagent à dépasser l'entre-soi.

Par l'accès à une alimentation saine pour tous, qui nous concerne tous, nous entendons re-politiser le sujet alimentaire pour contribuer à un réarmement citoyen qui n'attend plus que le salut vienne d'en haut, d'un homme ou d'une femme providentielle. C'est la ligne de conduite tenue depuis 2009 et qui nous mène aujourd'hui à nommer la campagne actuelle « alimentons 2012 » et non pas « alimentons la France »; le cadre national ne pouvant plus être seul garant de l'intérêt général.

Le rural et l'urbain

Reste que repolitiser la question alimentaire localement, c'est remettre en cause une longue tradition politique, qui façonne encore nos manières d'appréhender le monde. C'est remettre en cause une longue tradition politique qui considère que le développement, le progrès, la modernité se jouent forcément au détriment du monde paysan, que la terre agricole est une réserve foncière à urbaniser, que réussir socialement, c'est nécessairement fuir la campagne pour s'installer en ville. C'est réinterroger un modèle industriel qui dissocie la pensée de l'action¹, la production de la consommation. Quand ni l'industrie ni les services n'y génèrent plus assez d'emplois et quand le coût moyen des loyers absorbe en moyenne plus de 25% du revenu des ménages et près de 50% pour les ménages les plus modestes, la ville devient de plus en plus difficile à vivre. Tenue par les mafias, elle est déjà un enfer pour les citoyens des pays pauvres, entassés dans des bidonvilles.

Ramener le débat aux engagements locaux, c'est se confronter à des postures politiciennes de notables qui se défont sur l'échelon du dessus ou du dessous pour ne pas assumer leurs responsabilités. Il n'est pas rare d'ailleurs de constater une certaine forme de schizophrénie quand il y a un cumul de mandats. On est révolutionnaire à Paris (ou à Porto Alegre ou à Dakar !) et conservateur chez soi. A titre d'exemple, nous avons rencontré bon nombre de responsables politiques qui refusent le principe de la marchandisation de l'eau, mais qui localement votent la reconduction de délégation de service public de la gestion de l'eau à des multinationales. C'est aussi le cas pour la loi relative au développement des territoires ruraux, votée en 2005 qui a donné naissance aux périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN). Depuis le vote, seulement deux initiatives de PAEN ont vu le jour : à Canohès (Pyrénées-Orientales) et Velaux (Bouches-du-Rhône). Aussi exemplaires que soient ces initiatives, ce résultat n'est pas en mesure d'endiguer la gravité d'artificialisation des sols du pays qui s'est encore accélérée ces dernières années au rythme de la superficie d'un département tous les sept ans ².

Féodalisme et localisme

Ramener la qualité de l'engagement politique à l'épreuve du local impose de se confronter au poids de notre histoire nationale, celle qui imprègne nos institutions, façonne nos discours publics, témoigne que notre République est toujours plus féodale que démocratique, autant sur le plan national que local. C'est remarquer que ce poids pèse encore quand certaines organisations issues de la société civile vont négocier avec « le prince », seigneur d'un lieu, un régime dérogatoire, pour leur chapelle ou leur boutique, au lieu de créer les rapports de force nécessaires pour changer la loi. C'est se rappeler que ce poids, dont Bernard Lambert, leader du Mouvement des paysans travailleurs, avait bien pris la mesure en proclamant en 1973 sur le plateau du Larzac « *jamais plus les paysans ne seront des versaillais, c'est pourquoi nous sommes ici pour fêter le mariage de LIP et du Larzac* ». Une parole qui a d'autant plus d'écho que la part de la population active agricole est passée de 13 % en 1973 à 3% aujourd'hui. La convergence du monde paysan avec la diversité des mondes du travail (commerçants, artisans, salariés, chômeurs) est plus que jamais d'actualité.

Nourrir les peuples

Le droit des peuples à se nourrir est une exigence universelle supérieure à toute considération commerciale : cela induit le droit des peuples à produire leur alimentation là où les gens ont faim. Même si les situations ne sont pas à la même échelle, ce droit vaut aussi bien en Haïti, qu'ici partout chez nous. Le droit à produire une alimentation là où les gens vivent, doit redéfinir une relation ville-campagne ; cela induit également la possibilité, pour des groupes urbains, de produire leur alimentation. Cela remet totalement en cause un modèle agricole occidental défini comme modèle unique qui prétend « nourrir le monde » : avec des conséquences dévastatrices pour les producteurs des pays pauvres, moins productifs, qui sont soumis au libre-échange et avec de moins en moins de paysans, mal rétribués de leur travail. Force est de constater que cette ambition, quelle que soit la promotion qui a été faite pour flatter l'égo d'une profession, conduit à nourrir de moins en moins de monde et de plus en plus mal (développement des cancers, baisse de la fertilité, maladies cardiovasculaires, obésité, etc.). Comment envisager demain de doubler la production mondiale alors que le coût des énergies fossiles aura atteint des sommets ? Les mouvements massifs de populations que cela va générer rendent illusoire tout repli autarcique.

Idéologie et action

Re-politiser la question alimentaire localement, c'est aussi s'écarter d'une condescendance dégradante à l'égard de la fonction paysanne, d'une idéologie qui tend à rendre vertueux tout ce qui est petit, d'une stratégie qui compte sur l'impact des petites « révolutions » pour entraîner, par capillarité, un hypothétique changement de grande échelle dans le futur. Œuvrer chacun de son côté

dans l'attente d'une « révolution des consciences », sans examiner en même temps en quoi les pratiques se confrontent aux problèmes de grande échelle qui se posent déjà, c'est s'enfermer dans le mythe de la pratique exemplaire. C'est en permanence confondre morale et politique : loin de construire un dialogue avec l'Autre, cela conduit à essayer de le convertir, de le faire adhérer à sa représentation du monde, celui qui n'a pas le même cadre de référence idéologique, la même culture.

Ailleurs, ici

La diversité cultivée n'est pas le refus de l'échange avec l'Autre, bien au contraire. Comme dans l'épopée de Gilgamesh³, quand à l'issue du duel avec Enkidou, personnage qui lui est étranger en tous points, ils deviennent amis et accomplissent ensemble de grands exploits. Il s'agit de construire des rapports égaux entre les peuples, ce qui nous oblige à prendre la mesure de notre héritage colonial, encore loin d'être digéré, et qui marque encore profondément nos consciences, altérant le regard que nous portons sur le monde. Cela se manifeste notamment par la persistance de la notion de « tiers-monde » encore aujourd'hui, réfutée pourtant par son auteur Alfred Sauvy⁴, et dont Hannah Arendt avait considéré qu'elle n'était pas une réalité, mais une idéologie (« Du mensonge à la violence »).

La diversité cultivée, ce n'est pas de faire de nos différences une bonne raison de ne pas s'impliquer avec ce qui apparaît loin de nous, étranger, de notre corps de métier, de notre communauté de pensée ou de notre territoire. C'est entrer dans la confiance que les nécessités qui valent ici pour soi, ailleurs pour d'autres, deviennent bien communes : la motivation même d'agir ensemble. C'est reprendre prise sur l'histoire, redécouvrir des héritages, affronter des passés refoulés, retrouver les fils de filiations oubliées, retrouver le goût du dialogue avec la diversité des mondes.

*Emmanuel Antoine, président de MINGA

1, Richard Sennett, Ce que sait la main. La culture de l'artisanat (Albin Michel, 2010)

2, Agreste Primeur, numéro 246 - juillet 2010

3L'Épopée de Gilgamesh est une des œuvres littéraires les plus anciennes de l'humanité, la première version complète connue a été rédigée en akkadien dans la Babylonie du XVIIIe siècle av. J.-C

4 « Que l'on permette au créateur de l'expression tiers-monde, il y a déjà près de quarante ans, de la répudier, tant elle fait oublier la diversité croissante des cas. Englober dans le même terme les pays d'Afrique noire et "les quatre dragons" ne peut mener bien loin. » Le Monde, 14/02/89